

État de siège dans l'est de la RDC : reddition d'une centaine de miliciens

AFP, 23 juin 2021

Une centaine de miliciens se sont rendus aux forces régulières dans l'Est de la République démocratique du Congo dans la province troublée du Nord-Kivu, placée en état de siège, a appris mardi l'AFP auprès de l'armée. Au total « *134 combattants munis d'environ 70 armes se sont rendus à l'état-major de l'armée à Kitchanga* », a déclaré le colonel William Amisi, commandant du régiment basé dans cette cité située à 120 km au nord-est de Goma, la capitale provinciale. Parmi ces combattants figurent des membres de la rébellion hutu rwandaise des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des miliciens du groupe armé Nyatura Abazungu, a expliqué de son côté le major Guillaume Ndjike Kaiko, porte-parole de l'armée dans la région.

Le groupe communautaire (Mai-Mai) Nyatura prétend défendre les intérêts des Hutus du Nord-Kivu. Son

commandant, le général autoproclamé Jean-Marie Bonane, a entamé des négociations avec les forces régulières pour sa reddition, selon un responsable de ce groupe et deux sources locales ayant requis l'anonymat.

Comme la province voisine de l'Ituri, le Nord-Kivu a été placé en état de siège le 6 mai par le président Félix Tshisekedi, pour donner à l'armée les moyens de lutter contre les groupes rebelles. M. Tshisekedi y a remplacé les autorités civiles par des officiers de l'armée et de la police.

À Kitchanga, le général Constant Ndima, gouverneur militaire du Nord-Kivu, a appelé les « *miliciens encore présents dans les groupes armés à déposer les armes, car la population est fatiguée de vos atrocités* ». « *Le temps des négociations est passé, on ne va plus négocier* », a déclaré le général Ndima devant la population, précisant avoir donné ordre à l'armée de « *traquer sans pitié les rebelles* ».

Le président Tshisekedi, en tournée depuis le 12 juin dans l'est du pays, a exhorté les miliciens à se rendre, dans ses prises de paroles en Ituri et dans le Nord-Kivu. Il pourrait rester dans la région « *jusqu'au 30 juin ou légèrement après* », a indiqué mardi une de ses porte-parole,

Tina Salama.

La partie orientale de la RDC est confrontée à des violences depuis près de 25 ans. Quelque 120 groupes armés d'importance diverse y ont été répertoriés, d'après le Baromètre sécuritaire du Kivu (KST).